



## **Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Service public de l'eau et de l'assainissement**

### **Présents :**

**Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.**

### **Absents :**

**Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.**

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Prades-le-Lez - Extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable route de Vendargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez prévoit que le secteur de la route de Vendargues, actuellement en assainissement non collectif, soit équipé en assainissement collectif. La pose de nouveaux réseaux de collecte est nécessaire pour cela.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole prévoit parallèlement l'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le haut de la route de Vendargues pour desservir quelques parcelles.

Ces travaux consistent en :

- la pose de canalisations d'eau potable de diamètre 100 mm sur 120 ml et la création de 4 nouveaux branchements,
- la pose de canalisations d'eaux usées de diamètre 200 mm et 150 mm sur 1020 ml et la création de 45 nouveaux branchements.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux hors rémunération du mandataire) s'élève à :

- **55 904,20 € HT** pour la part eau potable à la charge la Régie des eaux,
- **905 183,40 € HT** pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

Compte tenu des contraintes de circulation dans ce secteur, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets d'assainissement et d'eau potable, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et le coût financier ainsi que pour limiter au maximum la gêne aux usagers.

C'est pourquoi il est proposé la signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et la Métropole prévoyant que la Régie délègue à la Métropole la réalisation des travaux d'eau potable.

Dans ce cadre, la Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et sera mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques mis à la charge de chaque entité.

Enfin, la Métropole percevra au titre de son rôle de mandataire une rémunération fixée à 5% HT du montant HT de la part eau potable de l'opération.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études et travaux seront menés sur la période 2018-2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole relatif à l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement route de Vendargues sur la commune de Prades-le-Lez
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39728-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.